



Discours de François Lamy
Ministre délégué chargé de la Ville

OUVERTURE DE LA CONCERTATION
«QUARTIERS : ENGAGEONS LE CHANGEMENT !»

Jeudi 11 octobre 2012

Monsieur le Maire,
Monsieur le Préfet,
Mesdames et messieurs les Parlementaires,
Madame, la présidente de l'ACSE
Mesdames et messieurs les sous-préfets et les chefs de service,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs,

Je veux d'abord remercier Pierre Dubois pour son accueil, toute son équipe municipale. Je veux également remercier René Vandierendonck, qui a tant fait pour cette ville. Nous ne sommes pas à Roubaix par hasard : cette ville confond une partie de son histoire récente

avec celle de la politique de la ville. Roubaix est une de ces grandes ville d'une région qui a subit très durement toutes les crises, où les populations ont été malmenées par le destin industriel national et mondial. Mais Roubaix est aussi une ville d'innovation, de mouvement et de création culturelle. Roubaix est enfin une ville symbolique de la politique de la Ville . Les acteurs de cette ville ont construit des politiques sociales et urbaines pour améliorer sans cesse le quotidien de ses habitants. A Roubaix, 3 habitants sur quatre vivent dans 3 Zus. Il existe trois ZRU, deux ZFU, trois PR U et sept quartiers CUCs. Cette énumération démontre bien que ce n'est pas une enième dispositif qu'il faut ajouter mais un projet de territoire global et cohérent que nous devons accompagner. Pour toutes ses raisons, Il était donc naturel d'ouvrir à Roubaix cette concertation.

Nous sommes réunis dans ce très bel établissement que l'école nationale de la protection judiciaire de la jeunesse nous a ouvert. Merci au directeur du centre Jean Louis Daumos et au directeur général de l'école, Christian Lemoine, de nous y accueillir. C'est aussi un beau symbole car la jeunesse des quartiers doit être au cœur de nos réflexions comme elle a été au cœur des engagements du Président de la République. Donner à cette jeunesse un autre avenir, la protéger et lui permettre de profiter de toutes les opportunités qu'offrent notre pays pour s'émanciper, voilà notre principal objectif. Lors de tous nos échanges, nous ne devons pas oublier pour qui et pourquoi nous sommes là : notre seule boussole, ce sont les plus de 8 millions d'habitants des quartiers en difficulté de notre pays. Nous avons un devoir, celui de réinvestir la République dans ces quartiers afin que ses habitants puissent comme ailleurs avoir les moyens de devenir pleinement citoyens.

C'est un enjeu de solidarité, de justice, qui seul nous permettra d'apaiser la défiance et le ressentiment qui règnent aujourd'hui. C'est aussi un enjeu d'efficacité car la France ne peut faire l'économie de négliger aujourd'hui le potentiel extraordinaire que représentent ces quartiers. Jean-Marc Ayrault le disait encore samedi dernier lorsque nous étions en visite à Lille : « Quand on parle de nos quartiers et de nos cités, on en parle toujours en problèmes. On parle toujours de ce qui ne va pas et c'est vrai qu'il y a beaucoup de choses qui ne vont pas (...) mais on oublie qu'il y a aussi de l'énergie, de l'intelligence, de la fraternité, de la solidarité et qu'il y a tant de talents ».

Le Premier Ministre a raison. Pour valoriser ce côté positif de nos quartiers, il nous faut mieux impliquer nos réseaux, nos services publics, nos entreprises, nos associations, nos écoles . C'est comme cela que nous pourrons aussi répondre à la demande que me font tous les habitants que je rencontre chaque semaine sur le terrain : « être traités comme les autres ».

Je veux donc vous remercier tous d'être ici présents, et de relever ce défi, vous qui représentez la diversité et la richesse , des territoires, des grandes associations nationales, des réseaux d'élus, mais aussi des associations locales, des entreprises et des experts de terrain comme les adultes relais ou les régies de quartier.

Merci de votre engagement dans cette concertation opérationnelle de trois mois qui doit nous permettre d'avancer rapidement. Nous avons choisi 150 participants représentatifs mais beaucoup d'autres pourront aussi contribuer à ce travail qui commence. Ainsi des cahiers d'acteurs permettront à tous ceux qui le souhaitent de nous faire part de leur avis. Des rencontres régionales seront également organisées pour recueillir la parole du terrain. Je compte beaucoup sur cette dynamique partagée. La politique de la ville, c'est une impulsion nationale bien sûr, mais ce sont aussi des initiatives et des savoirs faire locaux. Il n'y a pas une politique de la ville, mais des politiques de la ville dans chaque territoire de ce pays. C'est cette richesse des points de vue et des expériences que cette concertation doit valoriser, ce potentiel qui doit nous conduire vers une réforme tant attendue.

Ce travail que nous allons mener s'inscrit dans un contexte très particulier : nous devons réaliser un vrai tournant dans l'histoire de la politique de la ville.

Pour cela n'oublions de revenir aux fondamentaux. Rappelons-nous comment est née la politique de la ville : du besoin extraordinaire de certains territoires à qui l'on devait offrir un soutien renforcé et spécifique. L'urbanisation des années 50 et 60 avait fini par jouer contre les villes, en oubliant tout ce qui faisait leurs attributs, en créant un urbanisme fonctionnel mais inhumain, déconnecté des territoires dans lequel il s'inscrivait. En oubliant que la ville, c'est tout d'abord la cité, la volonté et l'envie de vivre et de vivre

mieux ensemble. " Réussir l'intégration sociale [des banlieues] est sans doute le défi qui dominera les quinze prochaines années " déclarait Hubert Dubedout dans son rapport « Ensemble, refaire la ville » en 1983. Trente ans plus tard, ce vœu reste une promesse non tenue de la République. Refaire la ville, c'est avec cet objectif que nous devons renouer. Il faut revenir à notre ambition d'hier mais nous ne pourrons réussir qu'en faisant de cet enjeu une ambition partagée pour demain. C'est le cas aujourd'hui, avec le soutien du Président de la République qui a fait de cette ambition un enjeu majeur du rassemblement des Français, et un Premier Ministre qui a validé en août la feuille de route du Gouvernement pour les habitants des quartiers que j'avais proposé au Conseil des Ministres.

Le contexte dans lequel nous nous trouvons c'est bien entendu celui de la crise que notre pays subit. Elle touche très durement les Français, et notamment les plus fragiles. Et elle accentue les inégalités dans les quartiers en difficultés : un taux de chômage deux fois plus important qu'ailleurs, un habitant sur trois qui vit sous le seuil de pauvreté, un habitant sur quatre qui renonce à des soins pour raisons financières. C'est une urgence majeure de trouver des solutions concrètes et rapides. Car comment demander à chacun de croire à la promesse républicaine si elle abandonne les plus fragiles ? Comment demander à chacun de croire à la promesse républicaine, si , la République laisse les endroits qui cumulent les difficultés, et s'investit plus dans les endroits plus favorisés ? Je ne fais pas un procès d'intention, c'est un constat que nous faisons tous, quand on voit sur le terrain ce que de récentes études confirment: Notre système scolaire finit par aider de mieux en mieux les bons élèves et de moins en moins les plus en difficulté; La part des demandeurs d'emplois de moins de 25 ans résidant en ZUS représente 11,1% des demandes d'emploi en fin de mois, et qu'ils ne bénéficient que de 8,5% des emplois aidés du secteur marchand. Et ce ne sont que quelques exemples parmi d'autres. Alors s'il n'y a pas de temps à perdre, nous devons néanmoins agir en partant d'une véritable évaluation de la situation et de nos dispositifs.

A mon arrivée au ministère, j'ai reçu en cadeau de bienvenue le rapport de la cour des comptes sur la Politique de la Ville. 10 ans après le début des programmes de renouvellement urbain, 30 ans après sa création, ce rapport était sévère, peut-être trop.

Car pour l'avoir étudié de près, il étudiait l'évolution de la situation sociale des personnes présentes dans les quartiers, mais sans suivre leur trajectoire. En réalité, si la situation est dramatique dans nos quartiers, c'est moins à cause de l'échec de la politique de la ville que de l'échec du droit commun, qui a laissé les quartiers populaires de côté, en laissant seule la politique de la ville combler les gouffres qui ne cessaient de s'agrandir. L'échec, c'est celui du désenclavement et de la mixité dans ces quartiers qui n'ont jamais été de réelles priorités. L'échec, c'est aussi celui de la perte d'ambition pour la politique de la ville, outil d'expérimentation et d'action unique, porteur de changements dans la manière même de concevoir des politiques publiques différenciées, transversales, co-construites, individualisées. Ce constat oblige à retrouver l'ambition originelle : la politique de la Ville doit redevenir le levier pour une remobilisation des grands ministères et des agences de l'Etat.

La réforme de la politique de la ville est une urgence, pour les quartiers en difficulté dont la situation ne s'améliore pas, pour les élus qui ont besoin d'autres outils de travail en commun, pour les acteurs locaux qui veulent s'inscrire dans une nouvelle dynamique. La réforme de la politique de la ville est une urgence pour la République. Car les habitants que je croise chaque semaine me le disent : ils n'en peuvent plus, ils n'en peuvent plus de subir le trafic de drogue qui gangrène la vie quotidienne, ils n'en peuvent plus de voir leurs enfants au chômage et ce quel que soit leur parcours scolaire, ils n'en peuvent plus des heures de transports pour rejoindre leur lieu de travail, ils n'en peuvent plus de voir l'intégrisme faire son lit de la misère sociale, de la défiance et de la désespérance. Et je veux qu'ils puissent se dire demain qu'il n'y a plus maintenant « eux » et « nous », mais qu'il y a eu une République qui s'est redressée et a trouvé les moyens de répondre aux défis qui menacent son unité en comptant sur tous ses habitants. C'est un combat que nous devons mener rassemblés, avec des armes qui s'appellent la lutte contre les discriminations, le rétablissement de l'égalité Républicaine et avec un moyen : la participation des habitants. Entendre les habitants, c'est ce qui nous permettra de mieux agir à leurs côtés, en leur donnant un rôle, une place dans l'élaboration des dispositifs sociaux et culturels comme de la rénovation urbaine. A cet égard, l'initiative de la Fédération des centres sociaux et de Question de ville, qui ont réalisé un rapport que vous

avez tous dû recevoir sur le vécu de 300 habitants des quartiers populaires montre le chemin d'une mobilisation collective attendue par tous.

Aujourd'hui, nous avons la responsabilité de changer le destin de ces territoires moins bien dotés et plus pauvres que d'autres et de redéfinir une nouvelle manière de les aider. Le préalable est certainement de comprendre pourquoi, depuis 1996, aucun territoire rentré dans cette géographie prioritaire n'a pu en sortir et si cette logique de zonages était la bonne. Poser la question c'est aussi y répondre : il faut en finir avec les zonages actuels et l'empilement de dispositifs qui finissent par stigmatiser sans aider vraiment. Ils diluent notre action et accentuent encore les effets de frontière. Il donc arrêter avec les 416 ZRU, les 751 ZUS, les 396 PRU, les 2492 quartiers CUCS. Ce dispositif est devenu illisible voire incohérent. Pour agir plus efficacement, nous devons d'abord penser territoires et trouver ensuite les critères les plus pertinents, les plus objectifs, les nouveaux indicateurs qui permettront aux crédits spécifiques de se concentrer sur les quartiers et les populations les plus en difficultés, et d'agir enfin comme un véritable effet de levier. La carte de la géographie prioritaire ne doit plus être figée : elle devra régulièrement évoluer et les indicateurs être évalués, car elle finira sinon encore une fois par être injuste en laissant de côté des territoires entiers pendant des années. L'action de la politique de la ville ne devra pas, et ne pourra pas non plus être la même partout. Nous devons graduer et ne plus saupoudrer l'intervention de l'Etat, tout comme celle des collectivités, suivant les besoins du terrain, et en prenant en compte les moyens de chacun. Ce que nous disons, ce n'est pas qu'il faut aider moins de personnes, mais qu'il faut aider mieux ceux qui en ont le plus besoin. L'enjeu pour l'Etat, en soutien des collectivités concernées, est de rester le garant de cette solidarité nationale.

Nous savons aussi que, pour résoudre le problème des quartiers en difficulté, l'essentiel est de les réintégrer dans le système urbain, de les raccrocher à une dynamique d'agglomération. C'est l'objectif que nous devons assigner à chaque contrat local. Ce que nous devons aujourd'hui inventer, ce sont des contrats uniques globaux qui entraînent tout un territoire dans un projet, un projet solidaire, partagé par tous et engagé avec tous. Il faut donc choisir où et avec qui agir, car on ne peut plus avancer en définissant les partenaires au coup par coup, et en restant focalisé sur un seul quartier ou même un bout

de quartier. Les sujets qui nous préoccupent, l'emploi, le logement, les transports, doivent être envisagés à une autre échelle, notamment intercommunale. Le trinôme de la politique de la ville doit rester le maire, le président de l'EPCI et le Préfet : le Maire qui reste la cheville ouvrière essentielle, expert de son territoire dont la volonté politique est déterminante, le président de l'EPCI, garant de la solidarité et du développement harmonieux du territoire intercommunal, et le Préfet dont la rôle de chef d'orchestre de l'Etat local doit être confortée en matière de politique de la ville. Mais la clef de voute de ce dispositif sera la mobilisation d'autres acteurs trop souvent absent chacun dans ses compétences, mais chacun avec les autres. La République et tous ses représentants doivent se réinvestir dans ces quartiers : c'est un impératif moral pour tous ceux qui tiennent à ce que la promesse républicaine ne soit pas qu'un vain mot. Je le dis pour l'Etat, je le dis aussi pour tous les niveaux de collectivités, les Régions et les départements inégalement engagés dans la politique de la Ville. La situation dans le Nord Pas de Calais étant l'exception qui confirme la règle.

Un contrat unique global, doit aussi nous permettre d'en finir avec la dichotomie entre la rénovation urbaine et la politique de la ville. Car tout se tient ! La rénovation urbaine, c'est un projet avant tout social, dès lors que nous croyons ensemble que changer physiquement ces quartiers doit s'accompagner d'aménagements pour améliorer globalement les conditions de vie de leurs habitants. La rénovation urbaine doit rester un levier pour investir tout un quartier et le relier à la ville, à ses opportunités, à ses mobilités sociales et culturelles. Il est nécessaire aujourd'hui d'avoir une lecture objective et critique de ce qui a été fait pour émettre demain un ensemble de recommandations pour la future génération d'opérations de renouvellement urbain. C'est la mission que j'ai confié au Conseil d'Orientation de l'Onzus qui travaillera en parallèle de la concertation avec le CES de l'ANRU.

Cette évaluation doit être complète et prendre en compte tous les sujets comme les problèmes soulevés par la reconstitution de l'offre en cas de démolition. Mais également comprendre pourquoi la rénovation urbaine n'a pas créé beaucoup de mixité urbaine même si elle a été bénéfique pour les habitants qui en ont bénéficié. Il faudra également s'interroger sur les conséquences de l'article 6 de la loi qui a dénaturé la dispositif. Il faudra surtout expliquer pourquoi près de la moitié des Zus n'ont pas été concernées.

De nouveaux murs, des espaces publics rénovés, cela ne doit pas être une fin mais le début d'un processus de changement. Cela ne doit pas non plus être vécue comme une menace pour les habitants. La dynamique enclenchée dès le moment du processus doit être partagée et se poursuivre par une procédure d'accompagnement ambitieuse. Ne pas gaspiller les crédits, l'énergie des acteurs et l'espoir des habitants, c'est redéfinir un projet qui allie et rassemble les logiques sociales et urbaines. Le succès, je le crois, passera par la construction de projets de territoire ambitieux, partagés et adaptés aux réalités locales : car quel est le point commun entre Clichy, les quartiers nord de Marseille, La Chapelle-Saint-Luc ou Val de Reuil ? Doit-on leur proposer la même logique, les mêmes réponses ? Ce projet de territoire, ce sera à vous d'en définir le cadre, quel en sera le socle, et les formes de partenariat qui devront engager l'Etat, les collectivités locales, mais aussi les opérateurs nationaux (ANRU, ACsé), institutionnels (Bailleurs, CAF, Pôle emploi), les associations et les habitants. A chaque territoire, une situation. A chaque territoire, des solutions. A chaque quartier, des habitants et des acteurs sociaux et associatifs à responsabiliser. Nous devons rentrer dans une logique différente, celle de la co-construction pour mieux articuler objectifs locaux et nationaux.

Enfin, n'oublions pas l'essentiel, nous devons réinterroger nos objectifs, parfois perdus de vue, les déterminer, les partager, et redéfinir nos outils en fonction de cela. Mais cela suppose de poser les bonnes questions et d'envisager de nouvelles solutions. Comment faire pour faire baisser le taux de chômage ? Comment en finir avec le décrochage scolaire ? Pourquoi les habitants des quartiers ne bénéficient pas autant que les autres des dispositifs nationaux ? Enseigne-t-on de la même manière dans un collège de banlieue qu'en centre-ville d'une grande agglomération ? Développe-t-on le même accompagnement vers l'emploi ? Le gouvernement a commencé à y répondre en fléchant près d'un tiers des emplois d'avenir pour les jeunes des quartiers en difficulté avec une mobilisation toute particulière du service de l'emploi et de la formation pour les accompagner et leur mettre le pied à l'étrier. Nous devons continuer à travailler dans cette optique. Car, pour rendre à la politique de la ville le sens de son action, le préalable sera, pour chaque territoire identifié, de mettre en place des objectifs pour un droit commun renforcé. C'est cela le sens de la réforme à laquelle nous allons travailler. C'est cela aussi

le sens des conventions d'objectifs et de moyens que je signerai dès cette année avec les ministères concernés et les agences de l'Etat. La présence de la politique de la ville doit d'abord être le marqueur d'un renforcement des moyens traditionnels de l'Etat, avant d'être le signe de la mise en place de crédits spécifiques permettant d'expérimenter des solutions nouvelles. Cela paraît être de bon sens, ce bon sens que réclame si souvent Claude Dilain, mais je sais que cela sera difficile et demandera à tous des efforts et du courage. N'hésitons pas à définir des objectifs ambitieux, ne renonçons pas à vouloir que le taux de chômage baisse fortement dans les quartiers même si cela suppose de donner deux fois plus là où le chômage est deux fois plus important. En pensant pour une fois l'articulation entre des politiques publiques renforcées et la politique de la ville, en se donnant des objectifs précis et partagés, nous créerons les outils pour donner enfin un impact déterminant aux crédits supplémentaires dont nous disposons. Je sais que cela ne sera pas facile, mais je suis déterminé.

Pour conclure, je voudrais vous assurer d'une chose : l'égalité des territoires, ce n'est pas qu'un slogan, c'est une conviction partagée, portée par Cécile Duflot, et réaffirmée par le Premier Ministre dans son discours de Politique Générale. Jean-Marc AYRAULT disait « La justice est également territoriale : elle doit s'exprimer sur les territoires fragiles, particulièrement les quartiers défavorisés qui sont le lieu de la ségrégation sociale. » C'est un enjeu qui mobilise tout le gouvernement et sur lequel nous nous sommes engagés fortement. C'est dans ce cadre que s'inscrit aujourd'hui la politique de la Ville. C'est une conviction et un objectif prioritaire. La politique de la ville a besoin, vous avez besoin, de temps, de continuité, de visibilité. Je suis déterminé à ne pas faire de ce moment un énième effet d'annonce qui, une fois de plus, finira par décevoir les acteurs locaux et les habitants, pour engendrer de la défiance et du ressentiment mais à travailler de manière concrète et pragmatique. Parce que chacun d'entre nous en a la volonté, nous avons aujourd'hui une véritable opportunité, grâce aux acquis de la politique de la ville depuis 30 ans, d'engager le changement dans les quartiers et d'y créer la ville de demain, mixte, diverse, reliée, intensifiée.

Je veux particulièrement remercier les six co-Présidents, des femmes et des hommes réputés dans leur domaine, des élus et des hauts fonctionnaires incontestables et incontestés, qui ont accepté d'apporter leur expertise à ce moment décisif que nous allons partager, à un travail ambitieux où tout leur talent et leur courage sera requis. Je veux aussi remercier François Pupponi à qui j'ai confié une mission toute particulière sur la solidarité intercommunale et financière, car les réformes structurelles qui s'annoncent pourront avoir un impact décisif sur les marges de manœuvres que pourront avoir les territoires les plus pauvres. Nous avons un calendrier resserré, qu'Hervé Masurel le directeur du SG CIV va vous présenter. Il doit nous permettre de prendre le temps du débat et de la réflexion, mais aussi d'être opérationnels rapidement et de ne pas repousser encore après les municipales ce que tout le monde attend depuis des années. Notre horizon est clair, proposer dès le mois de février 2013 au Comité Interministériel des Villes le résultat de nos travaux, et aboutir dès le premier semestre de l'année prochaine à un projet de loi Ville et Logement qui prenne en compte toutes ces orientations.

Je sais que certains d'entre vous doutent et se demandent : pourquoi réussirions nous à faire aujourd'hui ce que depuis 30 ans d'autres n'ont pas su faire ? Et bien nous réussirons car nous allons le faire ensemble. Cela sera bien sûr difficile, je ne le nie pas. Il y aura des protestations, des débats peut être houleux, des égoïsmes certainement, car c'est un chemin difficile à tracer. Mais je sais que nous sommes liés par une ambition commune, celle de réaliser enfin un véritable changement. Pour la première fois, nous allons tout remettre à plat, pour la première fois, nous sommes soutenus par l'engagement de tout un gouvernement qui en fait une priorité, pour la première fois nous sommes prêt à réellement changer de logique. Vous le savez, je suis un pragmatique, je ne fais pas une concertation pour remettre à plus tard les décisions difficiles ou me cacher derrière vous. Je veux que nous puissions aboutir à des solutions concrètes. Il faudra du courage mais je sais que les acteurs de la politique de la ville n'en manque pas. Je compte sur vous comme vous pouvez compter sur moi, car nous avons une obligation de résultat. Et maintenant, au travail !

Seul le prononcé fait foi